

# ANALYTIQUE SUR LA CRISE SECURITAIRE DANS L'EST DE LA RDC

## 1. INTRODUCTION

La crise sécuritaire persistante dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri représente l'un des défis les plus complexes pour la République Démocratique du Congo (RDC). L'avancée continue du mouvement rebelle M23, soutenu selon plusieurs rapports internationaux par des puissances étrangères, notamment le Rwanda, met à l'épreuve la capacité de l'État à assurer la protection des civils et l'intégrité territoriale. Dans ce contexte, la société civile, les mouvements citoyens tels que Lucha RDC et Filimbi, ainsi que les organisations ecclésiastiques comme la CENCO et l'ECC, jouent un rôle central dans l'analyse, la dénonciation et la formulation des alternatives pour restaurer la paix.

Cette étude propose une analyse citoyenne approfondie du rôle de ces acteurs, de la perception gouvernementale face à la crise et des solutions structurelles à envisager. Elle pose également un questionnement essentiel sur le comportement répété des FARDC lors des offensives rebelles, marqué par des replis stratégiques successifs.

## I. LA PLACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES MOUVEMENTS SOCIAUX

### 1. Les mouvements citoyens (Lucha RDC et Filimbi)

Lucha RDC et Filimbi se sont imposés comme des acteurs majeurs du contrôle citoyen. À travers leurs déclarations publiques, marches pacifiques et campagnes numériques, ils dénoncent :

- L'inaction ou l'insuffisance de la stratégie sécuritaire nationale ;
- L'absence de transparence dans la gestion de la guerre ;
- L'accroissement des violations des droits humains dans les zones d'occupation du M23 ;
- La faiblesse de la diplomatie congolaise face aux agresseurs identifiés.

Ces mouvements sociaux rappellent que la défense du territoire est un devoir constitutionnel non négociable. Leur discours converge sur la nécessité d'une réforme profonde du secteur de la défense, d'un commandement national exempt d'infiltrations et d'une mobilisation populaire mieux organisée.

### 2. La société civile locale

Après la conquête de plusieurs localités de l'étendue de l'Est, les animateurs de la société civile étant la cible numéro un des éléments AFC-M23, ont été obligés de fuir des entités et d'autres ont tissés des liens avec les nouvelles car ils avaient peur de représailles (syndromes de Stockholm, qui consiste à entretenir des liens avec son bourreau pour avoir une protection)

Les structures citoyennes des provinces touchées alertent régulièrement sur :

- Les déplacements massifs de populations ;
- Les exactions dans les zones occupées ;
- La paralysie socio-économique, notamment autour des cités minières stratégiques ;
- L'abandon progressif de plusieurs localités clés par l'État.

Elles se présentent comme la dernière barrière de plaidoyer pour les populations prises au piège, documentant des réalités souvent ignorées ou minimisées par les autorités nationales.

Parlant de la société civile, il sied de signaler aussi que les Asbl, les ONG travaillant dans les domaines de la protection civile, de Violences Basées sur le Genre ont été obligées de changer certaines des approches pour la sécurité des staffs et celle de bénéficiaires.

### **3. La contribution des organisations ecclésiastiques (CENCO & ECC)**

La CENCO et l'ECC, par leurs communiqués, adoptent une position ferme en dénonçant l'agression, les violations des droits humains et l'absence de réponses adaptées. Elles appellent à :

- Une mobilisation nationale contre toutes formes d'agression ;
- Un assainissement de l'armée congolaise ;
- Un dialogue interne visant à renforcer la cohésion nationale.

La CENCO et l'ECC, malgré de multiples rencontres avec les autorités de Facto et les gouvernements de Kinshasa, il a été visible aux yeux des certains analystes que ces religieux avaient une inclinaison et une partie prise dans le conflit que de jouir d'un statut de la neutralité et de l'impartialité dans la facilitation.

## **II. PERCEPTION ET POSITIONNEMENT DU GOUVERNEMENT CONGOLAIS**

---

Le gouvernement congolais maintient une ligne officielle basée sur la dénonciation diplomatique du Rwanda et de ses alliés. Toutefois, plusieurs incohérences sont relevées par les observateurs :

- La persistance d'un discours déclaratif plutôt qu'une stratégie offensive claire ;
- L'absence de sanctions internes contre les défaillances militaires documentées ;
- La tendance à attendre un soutien extérieur (États-Unis, Qatar) pour un règlement du conflit, alors que l'histoire démontre que ces acteurs n'ont jamais résolu durablement un conflit armé congolais par voie diplomatique ;
- Le laxisme apparent laissant le M23 s'emparer de zones essentielles telles que Bunagana, Goma, Kavumu, Bukavu, Uvira et plusieurs cités minières.

Cette posture a renforcée le sentiment d'abandon dans la population et ravivée les débats sur la souveraineté sécuritaire du pays.

Les sorties médiatiques des autorités ministres et certains cadres du gouvernement ont laissé une désolation dans le cœur de la population de l'Est face à leurs sorts, un gouvernement qui a plus consacré du temps à la fête qu'on bien être de la communauté qu'elle dirige.

Les autorités/cadres issues de l'Est sont absents sur la scène politique et avec cette même attitude les autorités du M23-AFC ont commencé à gagner la confiance de la population malgré les effets néfastes.

## **III. VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET PASSIVITÉ INTERNATIONALE**

---

Les zones sous contrôle du M23 continuent d'enregistrer les exécutions sommaires, violences sexuelles, recrutement forcé, pillages systématiques, la taxation illégale des populations...

Malgré les rapports accablants des Nations Unies, de la société civile et des ONG internationales, aucune sanction majeure n'est appliquée contre les responsables identifiés. La MONUSCO, l'Union européenne et d'autres partenaires observent sans action significative, renforçant le sentiment d'impunité. Les organisations humanitaires sont aussi devenues la cible soit des militaires M23 ou des FARDC-alliés à

cause d'une léthargie procédurale dans le processus de demande de l'accès humanitaire. L'aéroport de Goma et de Kavumu sont toujours fermés pour empêcher aux organisations d'acheminer de l'aide dans les zones affectées. Les enlèvements et les intimidations dans les zones occupées comme celles sous contrôle du gouvernement, la tendance reste la même car les endroits comme les hôpitaux ont été la cible de la violence cas de Goma, Katana, et bien d'autres entités sous occupations.

#### IV. CONSEQUENCE DE LA CRISE SECURITAIRE AUX 3 PILIERS DU DEVELOPPEMENT

---

Avec l'avancée des rebelles du AFC-M23 et les repris stratégiques des FARDC-Alliés, d'aucuns sont les points importants du quotidien de la population de l'Est qui a volé en l'air entre autre les piliers d'un développement durable dont :

##### 1. Social

- **Déplacements massifs**

Des centaines de milliers de civils sont déplacés à l'intérieur (IDPs) ou vers les pays voisins (Burundi, Rwanda), ce qui entraîne surpeuplement, mauvaises conditions de vie, stress et violence sexuelle, en particulier envers les femmes et les enfants.

*Dans les zones occupées, les déplacés internes se sont vus chasser dans le camp et en détruisant les abris provisoires et dans les zones où ils fouillent les affrontements entre les éléments*

- **Effondrement des services sociaux,**

Les écoles et centres de santé sont fermés ou détruits, avec des milliers d'enfants privés d'éducation et d'accès aux soins essentiels. De nombreuses structures d'approvisionnement en eau sont également hors service. Pour les zones ou entités où les structures n'ont pas été détruites, les animateurs sont la cible torture pour avoir exercé leurs responsabilités (***confère un médecin victime de torture pour avoir soigné un patient du cas ennemi***)

- **Violence basée sur le genre et recrutement forcé**

Les rapports font état d'une forte augmentation des violences sexuelles, y compris contre les mineures, ainsi que du recrutement et de l'exploitation d'enfants soldats.

***Dans les deux cas entre autres chez les FARDC -alliés et chez les autorités des facto, les enfants surtout les jeunes ont été une conséquences collatérales dans les recrutements involontaires surtout dans les comptes de perte des effectifs.***

***Lors de replis stratégiques, les militaires FARDC, ont dépouillés les paisibles paysans sans faire la distinction et les cas n'ont pas été pris en charge dans le délai imparti à cause de la situation des services sociaux et qui sont devenus inaccessible à tous.***

##### 2. Économique

**Les commerçants ont dû profiter de la situation en vendant certaines denrées alimentaires au prix le plus chers et les marchés sont vidés, et des entreprises (environ 65 %) déclarent la suspension de projets(Bralima,Premidis, sté Vanny BISHWEKA, la perte de clients et la baisse de la demande.**

- **Exploitation illégale des ressources**

Des groupes armés contrôlent l'exploitation du coltan, de l'or, de la cassitérite..., privant l'État de revenus, alimentant l'économie informelle, et renforçant les dynamiques de conflit

- **Dégradation des infrastructures**

Routes, hôpitaux, écoles, lignes électriques sont régulièrement détruits ou abandonnés, compromettant toute relance économique durable dans la région.

### **3. Environmental**

- **Déforestation et perte de biodiversité**

Une forte augmentation de la déforestation dans les parcs de Kahuzi-Biega et Virunga, due à l'exploitation illégale de bois et de charbon contrôlée par des groupes armés.

- **Affaiblissement de la protection des aires protégées**

Les mécanismes de conservation sont paralysés :

Absence de patrouilles, contrôle illégal, et dommages sur la faune, y compris des espèces menacées comme les gorilles.

- **Dégradation écologique et vulnérabilité climatique**

La crise amplifie les effets du changement climatique dans un contexte déjà vulnérable : érosion, inondations, risques sanitaires croissants, appauvrissement des ressources naturelles,

## **V. LE QUESTIONNEMENT ESSENTIEL SUR LE COMPORTEMENT DES FARDC**

---

La répétition des « replis stratégiques » à chaque offensive du M23 pose une question fondamentale :

Pourquoi l'armée congolaise, constitutionnellement mandatée pour défendre le territoire, se limite-t-elle à se réorganiser sans mener d'opérations efficaces de neutralisation ?

**Plusieurs hypothèses exigent un examen approfondi :**

- La faiblesse du commandement militaire ;
- Les infiltrations au sein des FARDC signalées par plusieurs acteurs ;
- La mauvaise coordination entre services sécuritaires ;
- La sous-capacité logistique ou la mauvaise gouvernance interne ;
- Des influences politiques freinant l'offensive militaire.

Ce questionnement s'impose comme une priorité nationale.

## **VI. PISTES DE SOLUTIONS DURABLES PROPOSÉES PAR LES ACTEURS**

---

## **1. Propositions de Lucha RDC et Filimbi**

- a. Audit complet de la chaîne de commandement des FARDC ;
- b. Mobilisation nationale inclusive ;
- c. Fin des accords militaires douteux ;
- d. Sanctions fortes contre les officiers défaillants ;
- e. Reconstruction d'une armée républicaine disciplinée et opérationnelle.

## **2. Société civile**

- a. Implication communautaire dans l'alerte et la prévention ;
- b. Mécanismes locaux de protection ;
- c. Appui aux déplacés internes ;
- d. Lutte contre les complicités économiques alimentant la guerre.

## **3. CENCO & ECC**

- a. Restauration de la cohésion nationale ;
- b. Lutte contre la corruption dans l'armée et l'administration ;
- c. Organisation d'un dialogue national sur la sécurité.
- d. Faire preuve d'une impartialité dans la gestion des conflits

## **4. Gouvernement**

- a. Modernisation de l'armée ;
- b. Diplomatie active et non passive ;
- c. Consolidation des alliances régionales crédibles ;
- d. Renforcement du contrôle parlementaire sur la gestion de la guerre.
- e. Voter un budget pour l'armée et faire un contrôle technique pour éviter les fictifs

En conclusion, la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC révèle un écart profond entre les attentes citoyennes, les propositions constructives des mouvements sociaux et la posture actuelle du gouvernement. Les populations du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri ne peuvent plus supporter les conséquences des replis militaires, des violations répétées des droits humains et de l'abandon de localités stratégiques.

Il est impératif de repenser radicalement la stratégie sécuritaire nationale, de redonner un sens au devoir régalien de protection et de replacer les citoyens au cœur de la solution.

Fait à Bukavu, le 12/12/2025

Par :

- 1. Valet Chebujongo ; [valet2022@outlook.fr](mailto:valet2022@outlook.fr)
- 2. Michel CHANCE, [c.mwibiriza@outlook.fr](mailto:c.mwibiriza@outlook.fr)